

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1375

29 mai 2015

SOMMAIRE

A2 IRON	65963	Eircom Holdco S.A.	65957
Acera S.A.	65954	Ember VRM S.à r.l.	65957
Avenue El S.A.-SPF	65954	Enfilux	65973
Avenue El S.A.-SPF	65955	Epic Holdco S.à r.l.	65973
AV-Holding S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial	65999	Eric Coiffure Deluxe S.à r.l.	65956
AXA Private Debt II S.A., SICAR	65955	Esprit Bois	65956
Azur International S.à r.l.	65999	Euron S.A.	65956
Azur International S.à r.l.	65963	Europack S.A.	65957
Bertlinck S.A.	65962	Europe Voyager Holdings S.à r.l.	65973
BFF Luxembourg S.à r.l.	65962	Euro Secure	65972
BGL BNP Paribas	65963	EV-Holding S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial	65957
Bio Distribution S.à r.l.	65963	Evolve S.A.	65955
ContourGlobal Luxembourg S.à r.l.	65962	Faenza Holding S.à r.l.	65956
CoutureLab Lux S.A.	65962	Fafari Green World S.A.	65973
Crown Luxembourg Holdings	65963	Fast Services and Logistics S.à r.l.	65974
Damasus S.à r.l.	65964	Fatburen Invest S. à r.l.	65974
D-Days S.A.	65964	F.G.G. S.A.	65955
Digital Funds	65964	Florista Invest S.à r.l.	65974
Dimeplast S.A.	65964	Global Trading Agency S.E.C.S.	65998
DMS Platform SICAV-SIF	65965	Gramimmo S.A.	66000
East of Eden S.A.	65973	JRS SICAV	66000
Eco Clean	65958	Takara Investments S.C.A.	65975
Ecore Transport Luxembourg S.à r.l.	65958	Trendeco	65994
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)	65958	Yperesia S.à r.l.	65954
Edmond de Rothschild Euroopportunities II S.C.A., SICAR	65959		

Yperesia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8354 Garnich, 5, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 125.527.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015053347/9.

(150060427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2015.

Acera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 62.850.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 3 avril 2015

Le Conseil d'administration accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg avec effet immédiat.

En date du 3 avril 2015, le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Pieter van Nugteren, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015053403/22.

(150061494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Avenue El S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 178.207.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 08 avril 2015

Le 08 avril 2015, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Le siège social est transféré de l'adresse actuelle au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg.

Les démissions avec effet immédiat du conseil d'administration actuel et du commissaire aux comptes sont acceptées.

Nomination d'un administrateur unique et d'un nouveau commissaire

Administrateur unique:

Madame Kristen SIMAT, avocat, née le 07/06/1974 à New York (USA), et demeurant à 10004 New York(USA), West Street 1 Suite 3117, est nommée administrateur unique avec un mandat de 6 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

Commissaire:

La société PARC IMMOBILIERE S.A. ayant son siège social au L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch et enregistrée au RCS Luxembourg sous la référence B84.249 est nommée au poste de commissaire avec un mandat de 6 ans et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Kristen SIMAT.

Référence de publication: 2015053436/21.

(150061196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Avenue El S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 178.207.

Extrait de résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 08 avril 2015

Conseil d'administration:

Madame Kristen SIMAT, avocat, née le 07/06/1974 à New York (USA), et demeurant à 10004 New York(USA), West Street 1 Suite 3117, est nommée administrateur avec un mandat de 6 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

Monsieur Francesco OLIVIERI, avocat, né le 22/08/1951 à Milan (Italie), et demeurant à I-50123 Florence, via Palestro, 4. est nommée administrateur avec un mandat de 6 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

Monsieur Samwill ASSY; avocat, né à Naharia (Israël), le 16 octobre 1966, demeurant à 25170 Fassuta Haute Galilée (Israël) est nommée administrateur avec un mandat de 6 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

Kristen SIMAT.

Référence de publication: 2015053437/19.

(150061846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

AXA Private Debt II S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 138.458.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015053439/11.

(150061274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Evolve S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9938 Pommerloch, 19, route de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 170.243.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19.03.15

L'assemblée accepte à l'unanimité la démission en date du 05.03.15, de Monsieur Marc SCHIEVEKAMP du poste d'administrateur.

L'assemblée nomme en remplacement de l'administrateur sortant:

Monsieur Julien DI GIOIA, né à Liège (B) le 27/02/1985, demeurant à 44, rue Emile Tilman à B-4040 HERSTAL. Le mandat expirera en date du 16/07/2018.

F. CLEMENTE / V. MONTALBANO / J. DI GIOIA.

Référence de publication: 2015053598/14.

(150061604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

F.G.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 61.994.

EXTRAIT

En date du 1^{er} avril 2015, le Conseil d'Administration à l'unanimité prend la résolution suivante:

- Révocation de la société LuxGlobal Trust Services S.A., 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, en qualité de dépositaire des actions au porteur de la société depuis le 18 février 2015 conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Référence de publication: 2015053599/12.

(150061836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Faenza Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 37.500.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 177.729.

La société Faenza Holding S.à r.l. tient à informer le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que:

1. les mandats de gérants de Kevin Sidow et Bruno Schick se sont terminés avec effet au 31 mars 2015.

2. suite à une résolution des actionnaires du 26 mars 2015, Cheryl Blanchard, née le 16 juin 1964 à New York, Etats-Unis d'Amérique et ayant comme adresse 14435 Bainbridge Court Fort Wayne IN 46814 Etats-Unis d'Amérique, a été nommée gérant de la société Faenza Holding S.à r.l. avec effet au 1^{er} avril 2015 et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Faenza Holding S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015053600/17.

(150061539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Eric Coiffure Deluxe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4994 Schouweiler, 22, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 120.769.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 09/04/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015053592/10.

(150061564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Esprit Bois, Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 13, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 173.166.

Les statuts coordonnés au 19 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 09 avril 2015.

Référence de publication: 2015053593/10.

(150061482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Euron S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1535 Luxembourg, 3-5, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 58.356.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique tenue en date du 8 avril 2015 que:

- Les administrateurs Monsieur Giovanni PATRI et Monsieur Roberto CARBONETTI demeurant professionnellement au 30, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg ont démissionné de ses fonctions à partir de la date 26 janvier 2015.

- L'administrateur Monsieur Mirko LA ROCCA demeurant professionnellement au 30, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg a démissionné de ses fonctions à partir de la date 14 novembre 2014.

- Les 3 administrateurs ont été nommés en remplacement, à savoir: Monsieur Pierre GOFFINET, demeurant professionnellement au 370 route de Longwy L-1940 Luxembourg, Monsieur Dominique FONTAINE demeurant au 78 Rue Castel 6700 Arlon, Belgique et Madame Francesca VENTURELLI demeurant professionnellement au 3-5 rue du Fossé L-1536 Luxembourg.

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2016.

- Le siège de la société a été transféré du 30, Boulevard Royal L-2249 Luxembourg au 3-5 rue du Fossé L-1536 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Référence de publication: 2015053594/23.

(150061033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Europack S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 68.393.

Résolution circulaire du conseil d'administration du 20 mars 2015

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 20 mars 2015.

Pour copie conforme

FIDUPAR

Référence de publication: 2015053595/12.

(150061364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

EV-Holding S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015053596/10.

(150061578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Eircom Holdco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.462.

Les statuts coordonnés au 11 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 09 avril 2015.

Référence de publication: 2015053572/10.

(150061420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Ember VRM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.837.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique du 2 avril 2015

Il est porté à la connaissance des tiers:

- la démission de Mr. Zachary William JARVIS en tant que gérant de catégorie A et ce avec effet immédiat, et
- La nomination de Mr Michael James DELOUCHE, né le 26 février 1957 à Maryland, Etats-Unis, avec adresse professionnelle au 801, Travis Street, Suite 2100 USA - TX 77002 Houston, Texas, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une période illimitée.

Ainsi le nouveau conseil de gérance de la Société est le suivant:

- Mr. Eystein ERIKSRUD, gérant de catégorie A;
- Mr Michael James DELOUCHE, gérant de catégorie A;
- Mme Hanna DUER, gérant de catégorie B; et
- Mr. Matthijs BOGERS, gérant de catégorie B;

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015053574/21.

(150061027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Eco Clean, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4394 Pontpierre, 26, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 164.358.

Il résulte des décisions prises par l'associé unique que:

- Monsieur Jean-Luc MATHIEU est révoqué de sa fonction de Gérant technique avec effet au 2 avril 2015.

- Monsieur Ivan NINKOVIC, administrateur de société, né à Zagreb, Croatie, le 15 mai 1979, demeurant à L-4394 Pontpierre, 26, rue de l'Ecole, demeure Gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

La Société est désormais valablement engagée par la signature individuelle de Monsieur Ivan NINKOVIC en tant que Gérant unique.

Pontpierre, le 2 avril 2015.

Pour extrait conforme

LUXOR GROUP S.A.

Référence de publication: 2015053565/17.

(150061138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Ecore Transport Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 76.709.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mehdi GHARBI

Head of Accounts

Référence de publication: 2015053566/11.

(150061568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.591.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 19 mars 2015 à 11.30 heures

L'Assemblée Générale décide:

- le renouvellement des mandats d'administrateur de Messieurs Laurent TIGNARD, Marc AMBROISIEN, Didier DELEAGE, Geoffroy LINARD DE GUERTECHIN et Franck SARRAZIN, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016

- la réélection du réviseur d'entreprises, PricewaterhouseCoopers S.à r.l, demeurant professionnellement au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, pour une nouvelle période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Pour la société

Marc Ambroisien / Franck Sarrazin

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015053567/21.

(150061048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Edmond de Rothschild Euroopportunities II S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.205.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first of March.

Before Us, Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

acting in her capacity as a special proxy-holder of the general partner (the GP) of the investment company in venture capital existing under the form of a partnership limited by shares (société d'investissement en capital à risque, société en commandite par actions) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name "Edmond de Rothschild Euroopportunities II S.C.A., SICAR" (hereinafter, the Company), with registered office at 20 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, under number B 154205, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, of June 28, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1702, dated August 20, 2010, and whose bylaws have been last amended pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, of February 15, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1140, dated May 15, 2013,

by virtue of one (1) power of attorney granted by resolutions of the GP taken on March 6, 2015.

A copy of said resolutions, signed *in varietur* by the proxyholder of the board of managers of the GP and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The board of managers of the GP, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state the following declarations:

I. The subscribed share capital of the Company is set at one hundred fifteen million three hundred seventy-five thousand one hundred Euro (EUR 115.375.100,00) divided into:

(i) one million one hundred fifty-two thousand five hundred (1.152.500) class A shares (the Class A Shares), all with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100,00) each;

(ii) one thousand two hundred fifty (1.250) class B shares (the Class B Shares), all with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100,00) each, fully paid up; and

(iii) one (1) class C share (the Class C Share), held by the GP, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100,00), fully paid up.

II. That on terms of article 8 of the articles of association, the GP is authorized to decrease in one or several times the share capital of the Company by a resolution of the GP in its sole discretion.

III. That the board of managers of the GP, in its resolutions taken on December 31, 2013 and in accordance with the powers conferred to it by the terms of articles 8 and 32.4 of the articles of association, has proceeded with a decrease of the nominal value of the Class A Shares from one hundred Euro (EUR 100,00) each to eighty-six Euro and forty nine cents (EUR 86,49) each, with effect as of December 31, 2013, so as to reduce the subscribed capital by an amount of fifteen million five hundred seventy thousand two hundred seventy-five Euro (EUR 15.570.275,00) from its present amount of one hundred fifteen million three hundred seventy-five thousand one hundred Euro (EUR 115.375.100,00) to the amount of ninety-nine million eight hundred four thousand eight hundred twenty-five Euro (EUR 99.804.825,00).

IV. That the board of managers of the GP, in its resolutions taken on January 13, 2014 and in accordance with the powers conferred to it by the terms of articles 8 and 32.4 of the articles of association, has proceeded with a decrease of the nominal value of the Class A Shares from eighty-six Euro and forty nine cents (EUR 86,49) each to eighty-one Euro and thirty-seven cents (EUR 81,37) each, with effect as of January 13, 2014, so as to reduce the subscribed capital by an amount of five million nine hundred thousand eight hundred Euro (EUR 5.900.800,00) from its amount of ninety-nine million eight hundred four thousand eight hundred twenty-five Euro (EUR 99.804.825,00) to the amount of ninety-three million nine hundred four thousand twenty-five Euro (EUR 93.904.025,00).

V. That the board of managers of the GP, in its resolutions taken on July 28, 2014 and in accordance with the powers conferred to it by the terms of articles 8 and 32.4 of the articles of association, has proceeded with a decrease of the nominal value of the Class A Shares from eighty-one Euro and thirty-seven cents (EUR 81,37) each to seventy Euro and sixty cents (EUR 70,60) each, with effect as of July 28, 2014, so as to reduce the subscribed capital by an amount of twelve million four hundred twelve thousand four hundred twenty-five Euro (EUR 12.412.425,00) from its amount of ninety-three million nine hundred four thousand twenty-five Euro (EUR 93.904.025,00) to the amount of eighty-one million four hundred ninety-one thousand six hundred Euro (EUR 81.491.600,00).

VI. That the board of managers of the GP, in its resolutions taken on January 30, 2015 and in accordance with the powers conferred to it by the terms of articles 8 and 32.4 of the articles of association, has proceeded with a decrease of the nominal value of the Class A Shares from seventy Euro and sixty cents (EUR 70,60) each to fifty-four Euro and eighty-three cents

(EUR 54,83) each, with effect as of January 30, 2015, so as to reduce the subscribed capital by an amount of eighteen million one hundred seventy-four thousand nine hundred twenty-five Euro (EUR 18.174.925,00) from its amount of eighty-one million four hundred ninety-one thousand six hundred Euro (EUR 81.491.600,00) to the amount of sixty-three million three hundred sixteen thousand six hundred seventy-five Euro (EUR 63.316.675,00).

VII. That following the realization of these authorized decreases of the share capital, paragraph 1 of article 5.1 of the articles of association of the Company, has therefore been modified and now reads as follows:

“ **Art. 5.1. Share Capital.** The share capital of the Company has been set at sixty-three million three hundred sixteen thousand six hundred seventy-five Euro (EUR 63.316.675,00) divided into:

- one million one hundred fifty-two thousand five hundred (1.152.500) class A shares (Class A Shares) with a nominal value of fifty-four Euro and eighty-three cents (EUR 54,83) each;

- one thousand two hundred fifty (1.250) class B shares (the Class B Shares), with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100,00) each; and

- one (1) class C share (the Class C Share), which may be held only by the General Partner, of which the nominal value is one hundred Euro (EUR 100,00), which has been fully paid up.

Attestation

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the persons appearing, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le trente-et-un mars.

Par-devant Nous, Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Mme Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'associé commandité (l'Associé Commandité) de la société en capital à risque constituée sous la forme d'une société en commandite par actions «Edmond de Rothschild Euroopportunities II S.C.A., SICAR» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154205, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 28 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1702 du 20 août 2010, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, le 15 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1140, en date du 15 mai 2013,

en vertu d'une (1) procuration conférée par résolutions des gérants de l'Associé Commandité, prises en date du 6 mars 2015,

une copie desdites résolutions, après avoir été signées ne varietur par le mandataire du conseil de gérance de l'Associé Commandité et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Le conseil de gérance de l'Associé Commandité, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter les déclarations suivantes:

I. Le capital social souscrit de la Société est fixé à cent quinze millions trois cent soixante-quinze mille cent Euro (EUR 115.375.100,00), divisé en:

(i) un million cent cinquante-deux mille cinq cents (1.152.500) actions de classe A (Actions de Classe A), toutes d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,00) chacune:

(ii) mille deux cent cinquante (1.250) actions de Classe B (Actions de Classe B), toutes d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,00) chacune, intégralement libérées; et

(iii) une (1) action de Classe C (l'Action de Classe C), détenue par le Commandité, d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,00), intégralement libérée.

II. Qu'aux termes de l'article 8 des statuts, l'Associé Commandité est autorisé à diminuer en une ou plusieurs fois le capital social de la Société par résolution de l'Associé Commandité et à sa seule discrétion.

III. Que le conseil de gérance de l'Associé Commandité, en ses décisions prises le 31 décembre 2013 et conformément aux pouvoirs lui ayant été conférés aux termes des articles 8 et 32.4 des statuts, a procédé à la diminution de la valeur nominale des Actions de cent Euro (EUR 100,00) chacune à quatre-vingt-six Euro et quarante-neuf cents (EUR 86,49) chacune, avec effet au 31 décembre 2013, afin de diminuer le capital souscrit à concurrence de quinze millions cinq cent soixante-dix mille deux cent soixante-quinze Euro (EUR 15.570.275,00), pour le porter de son montant actuel de cent quinze millions trois cent soixante-quinze mille cent Euro (EUR 115.375.100,00) à quatre-vingt-dix-neuf millions huit cent quatre mille huit cent vingt-cinq Euro (EUR 99.804.825,00).

IV. Que le conseil de gérance de l'Associé Commandité, en ses décisions prises le 13 janvier 2014 et conformément aux pouvoirs lui ayant été conférés aux termes des articles 8 et 32.4 des statuts, a procédé à la diminution de la valeur nominale des Actions de Classe A de quatre-vingt-six Euro et quarante-neuf cents (EUR 86,49) chacune à quatre-vingt-un Euro et trente-sept cents (EUR 81,37) chacune, avec effet au 13 janvier 2014, afin de diminuer le capital souscrit à concurrence de cinq millions neuf cent mille huit cents Euro (EUR 5.900.800,00), pour le porter de son montant de quatre-vingt-dix-neuf millions huit cent quatre mille huit cent vingt-cinq Euro (EUR 99.804.825,00) à quatre-vingt-treize millions neuf cent quatre mille vingt-cinq Euro (EUR 93.904.025,00).

V. Que le conseil de gérance de l'Associé Commandité, en ses décisions prises le 28 juillet 2014 et conformément aux pouvoirs lui ayant été conférés aux termes des articles 8 et 32.4 des statuts, a procédé à la diminution de la valeur nominale des Actions de Classe A de quatre-vingt-un Euro et trente-sept cents (EUR 81,37) chacune à soixante-dix Euro et soixante cents (EUR 70,60) chacune, avec effet au 28 juillet 2014, afin de diminuer le capital souscrit à concurrence de douze millions quatre cent douze mille quatre cent vingt-cinq Euro (EUR 12.412.425,00), pour le porter de son montant de quatre-vingt-treize millions neuf cent quatre mille vingt-cinq Euro (EUR 93.904.025,00) à quatre-vingt-un millions quatre cent quatre-vingt-onze mille six cents Euro (EUR 81.491.600,00).

VI. Que le conseil de gérance de l'Associé Commandité, en ses décisions prises le 30 janvier 2015 et conformément aux pouvoirs lui ayant été conférés aux termes des articles 8 et 32.4 des statuts, a procédé à la diminution de la valeur nominale des Actions de Classe A de soixante-dix Euro et soixante cents (EUR 70,60) chacune à cinquante-quatre Euro et quatre-vingt-trois cents (EUR 54,83) chacune, avec effet au 30 janvier 2015, afin de diminuer le capital souscrit à concurrence de dix-huit millions cent soixante-quatorze mille neuf cent vingt-cinq Euro (EUR 18.174.925,00), pour le porter de son montant de quatre-vingt-un millions quatre cent quatre-vingt-onze mille six cents Euro (EUR 81.491.600,00) à soixante-trois millions trois cent seize mille six cent soixante-quinze Euro (EUR 63.316.675,00).

VII. Que suite à la réalisation de ces diminutions de capital dans les limites du capital autorisé, le premier alinéa de l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.1. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à soixante-trois millions trois cent seize mille six cent soixante-quinze Euro (EUR 63.316.675,00) et représenté par:

- un million cent cinquante-deux mille cinq cents (1.152.500) actions de classe A (les Actions de Classe A), ayant une valeur nominale de cinquante-quatre Euro et quatre-vingt-trois cents (EUR 54,83) chacune,
- mille deux cent cinquante (1.250) actions de classe B (les Actions de Classe B), ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,00) chacune,
- une (1) action de classe C (l'Action de Classe C), qui ne peut être détenue que par l'Associé Commandité, et dont la valeur nominale est de cent Euro (EUR 100,00) entièrement libérée.

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Esch/Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: AFONSO-DA CHAO CONDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01/04/2015. Relation: EAC/2015/7683. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 09/04/2015.

Référence de publication: 2015053568/168.

(150061283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

ContourGlobal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 140.282.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015053505/10.

(150061055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

CoutureLab Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 159.369.

Les comptes annuels au 31 juillet 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COUTURELAB LUX S.A.

Référence de publication: 2015053506/10.

(150061590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

BFF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 195.343.

Extrait des décisions écrites de l'Associé Unique prises en date du 18 mars 2015

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société la décision suivante:

- de nommer la personne suivante avec effet au 18 mars 2015 et pour une durée indéterminée:

* Giorgia Rodigari, née le 23 juillet 1983 à Milan (Italie), ayant son adresse professionnelle au 63 Brook Street, W1K 4HS Londres, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015053476/17.

(150060988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Bertlinck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.960.

Référence est faite à l'extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 10 avril 2014 déposé le 16 avril 2014 sous la référence L140062183

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 19 mars 2015

La cooptation de Monsieur Yves THORAVAL demeurant à District Tchekovski, Snt Dubrava 2, Dom 186, 119048 Loubatchony (Russie) en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Etienne JOANNES, Administrateur démissionnaire, est ratifiée.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015053474/14.

(150061506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

BGL BNP Paribas, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 6.481.

Les comptes consolidés au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Françoise MARX / Martine MULLER.

Référence de publication: 2015053478/10.

(150061239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Azur International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 117.479.

Les comptes annuels au 30 Juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015053441/10.

(150061883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

A2 IRON, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 155.856.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 10 mars 2015 à Windhof

L'associé unique prend les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée Générale procède au remplacement du Commissaire aux Comptes, la société anonyme THE CLOVER, par la société VO CONSULTING LUX S.A., société anonyme, dont le siège social est établi Rue d'Arlon, 6 à L-8399 WINDHOF et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 61459 dont le mandat prendra cours dès l'exercice 2014 et est fixé à une durée de six ans.

Référence de publication: 2015053443/13.

(150061087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Bio Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 142.857.

Les statuts coordonnés au 19 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 09 avril 2015.

Référence de publication: 2015053480/10.

(150061503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Crown Luxembourg Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.542.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 134.541.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015053507/10.

(150061346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

D-Days S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 149, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 156.246.

Par la présente, je suis au regret de vous informer que je démissionne avec effet immédiat de mon mandat d'administrateur de la société D-DAYS SA établie et ayant son siège social 149, rue Cents à L- 1319 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.246.

Luxembourg, le 25 août 2014.

Spinelli Fedele.

Référence de publication: 2015053541/11.

(150061131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Damasus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 187.455.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015053549/10.

(150061523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Digital Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 66.323.

EXTRAIT

En date du 11 mars 2015, le Conseil d'Administration de la Société décide:

- De renommer Monsieur Pierre-Antoine Boulat au poste d'Administrateur jusqu'au Conseil d'Administration qui se tiendra en 2016.

- De renommer Monsieur François Garcin au poste d'Administrateur jusqu'au Conseil d'Administration qui se tiendra en 2016.

- De renommer Madame Alicia Zemanek au poste d'Administrateur jusqu'au Conseil d'Administration qui se tiendra en 2016.

- De renommer Monsieur Jacques Chahine au poste d'Administrateur jusqu'au Conseil d'Administration qui se tiendra en 2016.

- De renommer PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, au poste de Réviseur d'entreprises agréée jusqu'au Conseil d'Administration qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2015053552/22.

(150061008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Dimeplast S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle SA2.
R.C.S. Luxembourg B 81.247.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2013

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société en date du 17 juin 2013 que:

1. L'Assemblée générale des actionnaires prend acte et décide d'accepter la démission de son mandat d'administrateur de la Société DIMEPLAST S.A., avec effet au 17 juin 2013, de, la Société à responsabilité limitée, de droit français, POLYPLAST, établie et ayant son siège social à F- 57 300 Hagondange, 3, Rue du Feeder, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Metz sous le numéro 343 381 315, représentée par Monsieur Didier VOGT, né le 13 novembre 1962 à Moyeuivre-Grande (France), F- 57 160 Moulins-les-Metz, 19, Rue de la Gare (en France).

2. L'Assemblée décide de nommer avec effet au 17 juin 2013, Monsieur Anthony VOGT, né le 11 mai 1987 à Metz (France), F- 57 000 Metz, 3, Rue des Plantes (en France) en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

3. L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur MOYA Salvator, né le 16 décembre 1966 à Lyon (France), demeurant 5 BIS, Rue de la Petite Cote à F - 57 780 Rosselange (en France).

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Sandweiler, le 17 juin 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Référence de publication: 2015053553/26.

(150061555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

DMS Platform SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 170.999.

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of February.

Before Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of DMS Platform SICAV-SIF (hereafter referred to as the "Company"), a société en commandite par actions (partnership limited by shares) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital specialised investment fund) having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 170.999, incorporated on August 14th, 2011 pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acted in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary in Luxembourg published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2121 of August 27th, 2012.

The Meeting was chaired by Kathrin Bergmann, employee, with professional address at 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg,

The chairman appointed as secretary Véronique Krawczyk, employee, with professional address at 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg,

The Meeting elected as scrutineer Marselo Patino, employee, with professional address at 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg,

The chairman, the secretary and the scrutineer form together the board of the meeting (the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. That all the shares being registered shares, the shareholders of the Company have been convened pursuant to a convening notice dated 19th January 2015 sent by registered mail to the shareholders and by publication into the Mémorial C, Tageblatt and Luxemburger Wort dated 22nd January, 5th February 2015.

II. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented the members of the bureau of the meeting and the undersigned notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the bureau of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to the present deed.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to transfer the registered office of the Company from its current location to 6, rue Lou Hemmer at L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg with effect from 20th October 2014 and consequently amendment of the first sentence of article 2 of the Articles of incorporation of the Company (the "Articles") as follows:

"The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

2. Restatement of the Articles to inter alia reflect the relevant provisions of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and where applicable reflect some recent legal and regulatory developments in Luxembourg, and notably in the amended law of 10 August 1915 on commercial companies and consequently amendment of articles 6, 9, 12, 15, 18, 26 and 28 and insertion of new articles 32 and 33.

IV. That it appears from the attendance list of the Company that out of 1,142.00 shares outstanding, 71.00 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

V. The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting has been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated above, for the 31 October 2014 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with Article 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present Meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are represented.

VI. That the resolutions on such items, in order to be adopted, shall be carried by at least two-thirds of the votes validly cast.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to transfer the registered office of the Company from its current location to 6, rue Lou Hemmer at L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg with effect from 20th October 2014 and consequently to amend the first sentence of article 2 of the Articles of incorporation of the Company (the "Articles") so as to henceforth read as follows:

"The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

Second resolution

The meeting decides to restate the Articles to inter alia reflect the relevant provisions of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and where applicable reflect some recent legal and regulatory developments in Luxembourg, and notably in the amended law of 10 August 1915 on commercial companies and consequently to amend articles 6, 9, 12, 15, 18, 26 and 28 and to insert new articles 32 and 33. This articles will now read as follows:

Art. 6. The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or preemptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the General Partner and disclosed in the sales documents. In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner. The procedures relating to subscription Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the sales documents and the subscription agreement.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the sales documents, the issue price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of article 12 hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents may provide.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the sales documents, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions to such Defaulting Investor/Shareholder, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion in accordance with Luxembourg law and as detailed in the sales documents.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law ("Eligible Investors").

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the determination of the Net Asset Value is suspended pursuant to article 14 hereof.

The General Partner may decide to issue Ordinary Shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In particular, in such case, the assets contributed must be valued in a report issued by the approved statutory auditor of the Company, to the extent required by Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder, unless the General Partner considers that the contribution in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the AIFM, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his/her/its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of his/her/its loss of such status.

Art. 9. Restriction on ownership

The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person" or "U.S. Specified Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his/her/its shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his/her/its shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares he/she/it holds in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per share in the Company of the relevant Class, determined in accordance with article 12 hereof less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act or a "U.S. Specified Person" as defined by the Foreign Account Tax Compliance Act of 2010, as may be amended (FATCA).

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning in the sales documents.

Art. 12. Determination of net asset value per share

The net asset value of share of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, as at any such Valuation Day, by the number of shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to six decimal places.

The Net Asset Value may be adjusted as the General Partner or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The value of securities (including shares or units of closed-ended undertakings for collective investment) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(c) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the General Partner, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the General Partner on the basis of foreseeable sale prices.

(d) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis.

(e) Investments in open-ended undertakings for collective investment will be taken at their latest official net assets values or at their latest unofficial net asset values (i.e. which are not generally used for the purposes of subscription and redemption of shares of the underlying undertakings for collective investment) as provided by the relevant administrators or investment managers if more recent than their official net asset values.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other undertakings for collective investment since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value.

(f) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices.

(g) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

(h) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

The General Partner may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used, if it considers that such method of valuation better reflects the true value of any asset of the Company and is in accordance with good accounting practice.

The value of all assets denominated in a currency other than the reference currency of a Sub-Fund shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of determination of the Net Asset Value. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner has delegated to the administrative agent the determination of the Net Asset Value and the Net Asset Value per Share.

For the purpose of determining the value of the Fund's assets, the administrative agent may rely upon such automatic pricing services as it shall determine or, if so instructed by the General Partner, it may use information received from various professional pricing sources (including fund administrators and brokers).

In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent, preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the administrative agent shall inform the General Partner who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

Finally, in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation of the General Partner.

For the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining Net Asset Value per Share are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, depositary fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

There shall be established one pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- (1) Proceeds resulting from the issue of shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.
- (2) When an asset derives from another asset, such asset will be recorded in the Company's books under the Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each new valuation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.
- (3) When the Company carries a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.
- (4) If an asset or a liability cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds in equal parts or, if the amounts involved so justify, in proportion to the Net Asset Values of the relevant Sub-Funds or in any other manner the General Partner shall decide in good faith.
- (5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of the distribution.

If there have been created within a Sub-Fund two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

III. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under article 10 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Valuation Day as at which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefor shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Title IV. Liability of holders of shares

Art. 15. The holders of Management Shares ("unlimited shareholders", "associés commandités") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "limited shareholders", "actionnaires commanditaires") shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments, if any, and other liabilities towards the Company provided they do not intervene in the management of the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

Limited shareholders shall not carry out any act of management vis-à-vis third parties without jeopardising their limited liability, it being noted that the exercise of shareholders prerogatives, the provision of opinions or advices to the Company, to its affiliates or to their managers, the carrying out of any control or supervisory measures, the granting of loans, guarantees or security interests or the giving of any other type of assistance to the Company or to its affiliates, as well as the giving of any authorisation to the managers in the cases provided for in these Articles for acts outside their powers shall not constitute acts of management for which the Limited shareholders is jointly a severally liable vis-à-vis third parties.

However, a limited shareholder may act as a member of a management body or as a proxy of a manager of the Company, even if that manager is an unlimited shareholder, or may execute documents on the manager's behalf under the latter's corporate signature, even acting in capacity as representative of the Company, without incurring as a result unlimited and joint and several liability for the obligations of the Company, provided that the capacity in which he acts as representative is indicated.

Art. 18. The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

It may also appoint an alternative investment fund manager, in the meaning of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as investment committees and advisory committees, as described more fully in the sales documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

For the performance of its management and supervision duties, the General Partner is entitled to a fee of maximum 35 basis points per annum calculated on the net assets of each Sub-Fund. The effective rate of the fee payable to the General Partner in relation to a specific Sub-Fund, and the frequency of calculation and payment of such fee will be disclosed in the sales documents.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of the same year.

Art. 28. Depositary Agreement

The Company shall enter into a depositary agreement with an entity (the "Depositary"), which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Depositary Agreement"). The Depositary shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the applicable laws.

The General Partner is authorised to grant the Depositary a discharge of its liability, except to the extent that such discharge is prohibited by any applicable laws and regulations. The General Partner is additionally and specifically authorised to discharge the Depositary of its liability in circumstances where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the information means ("Information Means") listed in Article 33 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the fullest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 32. Preferential treatment of investors. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares, (iv) in the ability of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its alternative investment fund manager's ("AIFM") management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all Investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the exi-

stence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this Investor are similar to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 33 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 33. Investors' information. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with applicable laws may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person(s), the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: K. BERGMANN, V. KRAWCZYK, M. PATINO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 2 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/6285. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015053555/442.

(150061374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Euro Secure, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 168.067.

Les statuts coordonnés au 18 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 09 avril 2015.

Référence de publication: 2015053578/10.

(150061463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Europe Voyager Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 134.469.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 avril 2015.
Référence de publication: 2015053579/10.
(150061012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

East of Eden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 137.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015053581/11.
(150061162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Enfilux, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1219 Bigonville, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 132.369.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mars 2015.

POUR LE GERANT
Signature

Référence de publication: 2015053588/12.
(150061210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Epic Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 175.543.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015053589/10.
(150061330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Fafari Green World S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 163.958.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 8 avril 2015

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 8 avril 2015 que:

- L'associé unique a décidé de transférer du siège social de la Société du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie L- 1511 Luxembourg, avec effet au 8 avril 2015;
- L'associé unique a décidé de nommer M. Charles Meyer, né le 19 avril 1969 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, en tant qu'administrateur A de la Société avec effet au 8 avril 2015 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle 2018;

- L'associé unique a décidé de nommer Mme Martine Grün née le 19 mars 1975 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, en tant qu'administrateur A de la Société avec effet au 8 avril 2015 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle 2018;

Pour extrait sincère et conforme

Pour Fafari Green World S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015053601/20.

(150061130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

F.S.L. S.A.R.L., Fast Services and Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 147.286.

Par la présente, la SOCIETE DE GESTION IMMOBILIERE Luxembourg S.à.r.l. (en abrégé SOGESIM S.à.r.l.) ici représenté par son gérant actuellement en fonction, dénonce le siège social avec effet immédiat au 11 mars 2015 de la société à responsabilité limitée FAST SERVICES AND LOGISTICS S.à.r.l. (en abrégé F.S.L. S.à.r.l.) immatriculé au RC B 147286, lequel se situe au 58, rue des Celtes L-1318 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 11 mars 2015.

La Direction

Référence de publication: 2015053602/12.

(150061387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Fatburen Invest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 150.988.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2015 que:

Monsieur James Yates a démissionné de son mandat de gérant, il est remplacé par Monsieur Roland Mark Deller, né le 29 mai 1976 à Leicester (Royaume-Uni) demeurant à 26 Montgomery Road, Chiswick, W4 5LZ Londres (Royaume-Uni), avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015053603/16.

(150061732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Florista Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 166.349.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société du 18 février 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, gérant de la Société, avec effet au 13 février 2015, a été acceptée.

- La personne suivante a été nommée en tant que gérant de la Société, avec effet au 13 février 2015 et ce pour une durée indéterminée:

* Madame Yuliya BAY-LANGER, née le 20 février 1984 à Kyiv, Ukraine, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015053610/17.

(150061700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Takara Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 195.949.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of March,
before us, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

i. TAKARA INVESTMENTS MANAGEMENT S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, and having a share capital of EUR 12,500.-, here represented by Mr Alain NOULLET, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated on March 30th, 2015; and

ii. GECKOES, a société civile, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number E 4576, here represented by Mr Alain NOULLET, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated on March 30th, 2015.

The powers of attorney, after having been signed “ne varietur” by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Corporate object - Duration

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of Shares (as defined below) of the Company (as defined below), a company in the form of société en commandite par actions under the name of “Takara Investments S.C.A.” (the Company), which shall be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg dated of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), as well as by these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner (as defined below). The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in its sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, and as the case may be, the disposal of, participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner, and as the case may be, sell, transfer or otherwise dispose of, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management, control, sale or transfer of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting any of the shareholders. In case of death, incapacity or inability of the General Partner, Article 112 of the Law shall apply.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by:

(i) three million ninety-nine thousand nine hundred (3,099,900) management shares held by the General Partner or any successor or additional general partner as unlimited shareholder (associé commandité) of the Company and representing at any time at least 10% of the total share capital of the Company (the Management Shares), and

(ii) one hundred (100) ordinary shares (the Ordinary Shares), held by the limited shareholder (associé commanditaire) of the Company.

5.2. All the Shares (as defined below) are in registered form with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

5.3. The authorised share capital of the Company is set at two hundred seventy-nine thousand Euro (EUR 279,000) and the General Partner is authorised to create and issue in addition to the existing shares of the Company, an aggregate number of:

(i) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class A tracker shares having a par value one cent (EUR 0.01) each (the Class A Tracker Shares),

(ii) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class B tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class B Tracker Shares),

(iii) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class C tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class C Tracker Shares),

(iv) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class D tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class D Tracker Shares),

(v) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class E tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class E Tracker Shares),

(vi) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class F tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class F Tracker Shares),

(vii) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class G tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) (the Class G Tracker Shares),

(viii) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class H tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class H Tracker Shares),

(ix) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class I tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class I Tracker Shares),

(x) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class J tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class J Tracker Shares),

(xi) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class K tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class K Tracker Shares),

(xii) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class L tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class L Tracker Shares),

(xiii) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class M tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class M Tracker Shares),

(xiv) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class N tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class N Tracker Shares),

(xv) one million eight hundred and sixty thousand (1,860,000) class O tracker shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the Class O Tracker Shares and together with the Class A Tracker Shares, the Class B Tracker Shares, the Class C Tracker Shares, the Class D Tracker Shares, the Class E Tracker Shares, the Class F Tracker Shares, the Class G Tracker Shares, the Class H Tracker Shares, the Class I Tracker Shares, the Class J Tracker Shares, the Class K Tracker Shares, the Class L Tracker Shares, the Class M Tracker Shares, the Class N Tracker Shares, the Class O Tracker Shares

and the Ordinary Shares, which shall be held by the limited shareholders (associés commanditaires) (the Limited Shareholders) are referred to as the Limited Shares, and together with the Management Shares referred to as the Shares).

5.4. The rights and obligations attached to the classes of Limited Shares shall be as follows:

5.4.1. Class A Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series A Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class A Tracker Shares).

5.4.2. The Class B Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series B Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class B Tracker Shares).

5.4.3. The Class C Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series C Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class C Tracker Shares).

5.4.4. The Class D Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series D Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class D Tracker Shares).

5.4.5. The Class E Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series E Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class E Tracker Shares).

5.4.6. The Class F Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series F Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class F Tracker Shares).

5.4.7. The Class G Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series G Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class G Tracker Shares).

5.4.8. The Class H Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series H Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class H Tracker Shares).

5.4.9. The Class I Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series I Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class I Tracker Shares).

5.4.10. The Class J Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series J Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class J Tracker Shares).

5.4.11. The Class K Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series K Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class K Tracker Shares).

5.4.12. The Class L Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series L Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class L Tracker Shares).

5.4.13. The Class M Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series M Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class M Tracker Shares).

5.4.14. The Class N Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series N Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class N Tracker Shares).

5.4.15. The Class O Tracker Shares shall track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series O Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class O Tracker Shares).

5.5. The General Partner is authorised and empowered, within the limits of the authorised capital, to:

(i) realise any increase of the issued capital in one or several successive tranches, by the issuing of new Shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the General Partner within the limits of the authorised capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments as from time to time issued by the Company or in any other manner;

(ii) determine the place and date of the issue or successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares; and

(iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in the case of issue of Shares against payment in cash.

5.6. This authorisation is valid for a period of five (5) years starting on the date of the incorporation of the Company and it may be renewed by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company.

5.7. Following each increase of the issued capital within the limits of the authorised capital, realised and duly stated in the form provided for by the Law, the present Article 5 will be modified so as to reflect the actual capital increase. Such modification will be recorded in a notarial deed upon the instructions of the General Partner or of any person duly authorised and empowered by the General Partner for this purpose.

5.8. In addition to the share capital, a premium may be paid on shares, which is reflected in the share premium account of the Company. The share premium account is not attributable to any specific class of shares and may be used, among others, to finance the redemption of any class of Shares if the General Partner decides to do so.

5.9. The share capital and the authorised share capital of the Company may be increased or reduced by resolution of the general meeting of the shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares are and shall remain in registered form.

6.2. A shareholders register shall be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder which so requests.

6.3. Each Share, being Management Shares or being Limited Share, entitles its owner to one vote.

6.4. Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders' register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

6.5. Transfer of Shares may be restricted pursuant to any agreement between the Company and the shareholders. Without prejudice of the provisions of any such agreement between the Company and the shareholders, each Limited Shareholder agrees that it will not sell, assign, transfer, pledge or grant a security interest over any of its Limited Shares other than with the prior consent of the General Partner.

6.6. Towards the Company, the Shares are indivisible and only one owner per Share shall be recognized by the Company. Joint co-owners shall appoint one sole person as their representative towards the Company.

6.7. The Company may redeem its own Shares (other than the Management Shares) within the limits set forth by the Law and the Articles, by the redemption of one or more entire classes of Shares (other than the Management Shares). In no circumstances may a shareholder request the Company for the redemption of its Shares.

6.8. Any redemption of Shares by the Company shall only be made out of the Company's net profits and non-compulsory reserves, including any share premium account but excluding any other reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the General Partner within the limitations set forth by these Articles and by Law and in accordance with any relevant agreements to which the Company and its shareholders are party.

6.9. When determining the redemption price for each class of Limited Shares to be redeemed, the General Partner may freely allocate all the distributable profits of the Company to such class of Shares as it considers as best fit.

6.10. Payments on Shares not fully paid at the time of subscription shall be made at the time and upon conditions which the General Partner shall from time to time determine.

Art. 7. Liability of the Shareholders.

7.1 The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Company.

7.2 The Limited Shareholders are liable up to the amount of the capital committed by them to the Company on subscribing the Limited Shares.

7.3. The Limited Shareholders may not carry out any management act vis-à-vis third parties.

7.4. the following acts are not considered management acts for which the Limited Shareholders are jointly and severally liable towards third parties:

- i. the exercise of shareholder's rights;
- ii. the opinions and advice given to the Company, its affiliates or their respective managers;
- iii. the control and supervisory acts;
- iv. the granting of loans, guarantees or securities or any other assistance to the Company, or its affiliates, and
- v. the authorisations given to the General Partner in the cases provided in the Articles for the acts exceeding their powers.

III. Management - Representation

Art. 8. Management of the Company.

8.1 The Company shall be managed by Takara Investments Management S.à r.l. in its capacity as sole unlimited shareholder (actionnaire commandité) (the General Partner).

8.2 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the Shareholders or to the Supervisory Board (as defined hereafter) fall within the competence of the General Partner, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.3. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether or not shareholders, by the General Partner.

8.4. The General Partner is authorised to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more officers, or other agents, whether or not shareholders, acting individually or jointly.

8.5. The Company shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated and within the limits of such power.

8.6. No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any officer of the Company is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

8.7. The General Partner may not be removed from office except by the passing by a general meeting of shareholders of a resolution adopted unanimously by all the shareholders of the Company (including the General Partner).

8.8. If following the removal of the General Partner from office, there is no other General Partner, then the General Partner must be immediately replaced by a new General Partner who must be an unlimited shareholder (associé commandité) by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles. A removal of the General Partner shall not terminate the Company.

Art. 9. Liability. To the extent permissible under Luxembourg law, the General Partner and other officers of the Company, as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 8.4 and 8.5 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

IV. General meetings of shareholders

Art. 10. Powers and Voting rights.

10.1 The general meeting of shareholders validly constituted represents all the shareholders of the Company.

10.2 Resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings in accordance with the Law and these Articles.

Art. 11. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

11.1 General meetings of shareholders of the Company shall be convened by the General Partner or by the Supervisory Board by a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the shareholders register.

11.2 General meetings of shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the convening notices of the meetings.

11.3 The meeting may be held without prior notice if all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting.

11.4 A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who needs not be a shareholder) as his/her/its proxyholder in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail.

11.5 Each shareholder may also participate in any meeting of the shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person to such meeting.

11.6 Each shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the shareholders to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company shall only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be null and void.

11.7 Except as otherwise required by the Law or these Articles, resolutions at a general meeting of the shareholders of the Company duly convened shall be passed by a simple majority of the votes cast with the favourable vote of the General

Partner, regardless of the number of shareholders present or represented and the proportion of the share capital present or represented at such meeting.

11.8 An extraordinary general meeting of the shareholders convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting shall be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast with the favourable vote of the General Partner.

V. Supervision - Annual accounts - Allocation of profits

Art. 12. Supervisory Board.

12.1 The supervision of the Company, including the supervision of its books and accounts, shall be entrusted to a supervisory board of at least three members (the Supervisory Board), who need not be shareholders. The members of the Supervisory Board shall be appointed by the general meeting of the shareholders of the Company which shall determine their number, their remuneration and the term of their office. They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible.

12.2 The Supervisory Board must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary.

12.3 The Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by the Law.

12.4 The Supervisory Board shall be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine and it shall authorise any actions of the General Partner that may, pursuant to the Law or these Articles, exceed the powers of the General Partner.

12.5 The Supervisory Board shall meet upon convocation by the General Partner or by any of its members.

12.6 Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Supervisory Board.

12.7 No such written notice is required if all members of the Supervisory Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Supervisory Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

12.8 Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing, in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail, another member as his proxy.

12.9 The Supervisory Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Supervisory Board are validly taken by a majority of the vote cast. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. The resolutions of the Supervisory Board shall be recorded in minutes signed by all the members present or represented at the meeting or by the secretary (if any).

12.10 Any member may participate in any meeting of the Supervisory Board by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

12.11 Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original, or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.12 The members of the Supervisory Board assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12.13 To the extent permissible under Luxembourg law, the members of the Supervisory Board shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been members of the Supervisory Board, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which they may be entitled.

Art. 13. Accounting year and Annual general meeting.

13.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of July of each year and end on the thirtieth of June of the following year.

13.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the General Partner must prepare the balance sheet and the profit and loss account of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's

assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the officers, directors, members of the Supervisory Board and statutory auditors of the Company.

13.3 The General Partner shall, one month before the annual general meeting of shareholders, deliver documentary evidence and a report on the operations of the Company to the Supervisory Board of the Company who must prepare a report setting forth its proposals.

13.4 The annual general meeting of the Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of meeting, on the December 15th of each year at 10.00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

14.2. After allocation to the legal reserve and subject to any mandatory provision of the law, the remaining profits shall, subject to the approval of the General Partner, be distributed and paid as follows:

(i) the holders of the Class A Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class A Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series A Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class A Tracker Shares) (the Class A Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class A Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class A Distributable Amount); the remaining 30% of the Class A Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(ii) the holders of the Class B Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class B Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series B Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class B Tracker Shares) (the Class B Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class B Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class B Distributable Amount); the remaining 30% of the Class B Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(iii) the holders of the Class C Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class C Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series C Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class C Tracker Shares) (the Class C Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class C Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class C Distributable Amount); the remaining 30% of the Class C Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(iv) the holders of the Class D Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class D Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series D Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class D Tracker Shares) (the Class D Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class D Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class D Distributable Amount); the remaining 30% of the Class D Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(v) the holders of the Class E Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class E Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series E Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class E Tracker Shares) (the Class E Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class E Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class E Distributable Amount); the remaining 30% of the Class E Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(vi) the holders of the Class F Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class F Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series F Project (as defined in

the subscription agreement relating to the subscription of such Class F Tracker Shares) (the Class F Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class F Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class F Distributable Amount); the remaining 30% of the Class F Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(vii) the holders of the Class G Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class G Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series G Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class G Tracker Shares) (the Class G Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class G Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class G Distributable Amount); the remaining 30% of the Class G Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(viii) the holders of the Class H Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class H Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series H Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class H Tracker Shares) (the Class H Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class H Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class H Distributable Amount); the remaining 30% of the Class H Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(ix) the holders of the Class I Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class I Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series I Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class I Tracker Shares) (the Class I Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class I Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class I Distributable Amount); the remaining 30% of the Class I Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(x) the holders of the Class J Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class J Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series J Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class J Tracker Shares) (the Class J Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class J Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class J Distributable Amount); the remaining 30% of the Class J Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(xi) the holders of the Class K Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class K Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series K Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class K Tracker Shares) (the Class K Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class K Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class K Distributable Amount); the remaining 30% of the Class K Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(xii) the holders of the Class L Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class L Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series L Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class L Tracker Shares) (the Class L Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class L Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class L Distributable Amount); the remaining 30% of the Class L Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(xiii) the holders of the Class M Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class M Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series M Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class M Tracker Shares) (the Class M Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class M Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class M Distributable Amount); the remaining 30% of the Class M Distributable Amount shall be distributed to the General Partner;

(xiv) the holders of the Class N Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class N Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series N Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class N Tracker Shares) (the Class N Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class N Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class N Distributable Amount); the remaining 30% of the Class N Distributable Amount shall be distributed to the General Partner; and

(xv) the holders of the Class O Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class O Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to 70% of (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series O Project (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class O Tracker Shares) (the Class O Investment Net Income) minus (ii) any costs related to the Class O Investment Net Income (items (i) and (ii) to be determined by the General Partner and collectively referred to as the Class O Distributable Amount); the remaining 30% of the Class O Distributable Amount shall be distributed to the General Partner.

14.3. Any other distributions or payments made by the Company from time to time (including, without limitation, in case of redemption of Shares by the Company) shall be applied or paid in accordance with the distribution rules set forth in Article 14.2.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the general meeting of shareholders which shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

15.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid in accordance with the distribution rules set forth in Article 14.2.

VII. General provision

16.1 Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provisions are made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on June 30th 2016.

Subscription - Payment

Thereupon,

i. Takara Investments Management S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for three million ninety-nine thousand and nine hundred (3,099,900) Management Shares in registered form, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, and to fully pay it up by way of a contribution in cash amounting to thirty thousand nine hundred and ninety-nine Euro (EUR 30,999).

ii. Geckoes, prenamed and represented as stated above declares to subscribe for one hundred (100) Ordinary Shares in registered form, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to one Euro (EUR 1).

The amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR one thousand three hundred fifty euro (EUR 1,350.-).

Resolutions of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entire subscribed capital, have unanimously passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as members of the Supervisory Board of the Company for a term of six years:

- DATA GRAPHIC S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 42 166;

- Mr. Jean-Luc CLAUSE, private employee, born on December 2nd 1969 in Dudelange, professionally residing at 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg; and

- Mrs. Christine CARO, private employee, born on February 18th 1969 in Verviers (Belgium), professionally residing at 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trentième jour de mars,

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

i. TAKARA INVESTMENTS MANAGEMENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, et ayant un capital social de EUR 12.500.-, ici représentée par Monsieur Alain NOULLET, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé signée le 30 mars 2015.

ii. GECKOES, une société civile ayant son siège social au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro E 4576, ici représentée par Monsieur Alain NOULLET, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé signée le 30 mars 2015.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les mandataires des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société en commandite par actions qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'Actions (telles que définies ci-dessous) de la Société (telle que définie ci-dessous), une société en commandite par actions sous la dénomination de «Takara Investments S.C.A.» (la Société), qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par une résolution de l'Actionnaire Commandité Gérant (tel que défini ci-dessous). Le siège social peut par ailleurs être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution des actionnaires délibérant de la manière requise pour la modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par résolution de l'Actionnaire Commandité Gérant. Lorsque l'Actionnaire Commandité Gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec des personnes à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise, et le cas échéant, la vente/le transfert, de participations tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière et, le cas échéant, vendre, transférer ou céder tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion, au contrôle, à la vente ou au transfert de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de participation ou de créance de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds,

y compris notamment, les revenus de tous emprunts, sans limitation, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier.

3.3. La Société peut employer tous les instruments et techniques nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, l'exposition aux fluctuations monétaires, les risques de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations et transactions qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des actionnaires de la Société délibérant de la manière requise pour la modification des Statuts.

4.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un des actionnaires. En cas de décès, d'incapacité ou d'empêchement de l'Actionnaire Commandité Gérant, l'article 112 de la Loi s'appliquera.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000) représenté par:

(i) trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (3.099.900) actions de commandité détenues par l'Actionnaire Commandité Gérant ou tout successeur ou actionnaire commandité gérant additionnel en tant qu'actionnaire commandité de la Société et représentant à tout moment au moins 10% du capital social total émis de la Société (les Actions de Commandité), et

(ii) cent (100) actions ordinaires (les Actions Ordinaires), détenues par les actionnaires à responsabilité limitée, actionnaires commanditaires, de la Société.

5.2 Toutes les Actions (telles que définies ci-dessous) sont sous forme nominative avec une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

5.3 Le capital social autorisé de la Société est fixé à deux cent soixante-dix-neuf mille Euros (EUR 279.000) et l'Actionnaire Commandité Gérant est autorisé à émettre en plus des actions existantes de la Société, un nombre total de:

(i) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe A d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe A»),

(ii) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe B d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe B»),

(iii) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe C d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe C»),

(iv) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe D d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe D»),

(v) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe E d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe E»),

(vi) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe F d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe F»),

(vii) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe G d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe G»),

(viii) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe H d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe H»),

(ix) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe I d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe I»),

(x) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe J d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe J»),

(xi) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe K d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe K»),

(xii) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe L d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe L»),

(xiii) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe M d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe M»),

(xiv) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe N d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe N»),

(xv) un million huit cent soixante mille (1.860.000) actions traçantes de classe O d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (les «Actions Traçantes de Classe O») et ensemble avec les Actions Traçantes de Classe A, les Actions Traçantes de Classe B, les Actions Traçantes de Classe C, les Actions Traçantes de Classe D, les Actions Traçantes de Classe E, les Actions Traçantes de Classe F, les Actions Traçantes de Classe G, les Actions Traçantes de Classe H, les Actions Traçantes de Classe I, les Actions Traçantes de Classe J, les Actions Traçantes de Classe K, les Actions Traçantes de Classe L, les Actions Traçantes de Classe M, les Actions Traçantes de Classe N, les Actions Traçantes de Classe O et les Actions Ordinaires, qui sont détenues par les actionnaires commanditaires (les Actionnaires Commanditaires), sont désignées comme Actions de Commanditaires, et ensemble avec les Actions de Commandité, les Actions).

5.4 Les droits et obligations attachés à ces classes d'Actions de Commanditaires seront, comme suit:

5.4.1. Les Actions Traçantes de Classe A tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série A (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe A).

5.4.2. Les Actions Traçantes de Classe B tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série B (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe B).

5.4.3. Les Actions Traçantes de Classe C tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série C (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe C).

5.4.4. Les Actions Traçantes de Classe D tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série D (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe D).

5.4.5. Les Actions Traçantes de Classe E tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série E (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe E).

5.4.6. Les Actions Traçantes de Classe F tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série F (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe F).

5.4.7. Les Actions Traçantes de Classe G tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série G (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe G).

5.4.8. Les Actions Traçantes de Classe H tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série H (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe H).

5.4.9. Les Actions Traçantes de Classe I tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série I (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe I).

5.4.10. Les Actions Traçantes de Classe J tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série J (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe J).

5.4.11. Les Actions Traçantes de Classe K tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série K (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe K).

5.4.12. Les Actions Traçantes de Classe L tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série L (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe L).

5.4.13. Les Actions Traçantes de Classe M tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série M (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe M).

5.4.14. Les Actions Traçantes de Classe N tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série N (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe N).

5.4.15. Les Actions Traçantes de Classe O tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série O (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe O).

5.5 L'Actionnaire Commandité Gérant est autorisé et mandaté, dans les limites du capital autorisé, à:

(i) réaliser toute augmentation du capital émis en une ou plusieurs fois, en émettant de nouvelles Actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, à la suite, le cas échéant, de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par l'Actionnaire Commandité Gérant à concurrence du capital autorisé conformément aux termes et conditions des bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets à ordre ou instruments similaires), d'obligations convertibles, de billets à ordre ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, ou de toute autre manière;

(ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions de la souscription et de la libération des Actions nouvelles; et

(iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'Actions contre apport en numéraire.

5.6 Cette autorisation est valable pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de la constitution de la Société et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

5.7 A la suite de chaque augmentation du capital émis dans le cadre du capital autorisé, réalisée et dûment constatée dans les formes prévues par la Loi, le présent article 5 sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique sur base des instructions de l'Actionnaire Commandité Gérant ou de toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet par l'Actionnaire Commandité Gérant.

5.8 En plus du capital, il est possible de payer une prime d'émission sur les actions, qui sera reflétée sur le compte de prime de la Société. Le compte de prime sur les actions n'est pas attribuable à une classe d'actions spécifique et peut être utilisé, entre autres, afin de financer le rachat de toute classe d'Actions si l'Actionnaire Commandité Gérant en décide ainsi.

5.9 Le capital social et le capital social autorisé de la Société peuvent être augmentés ou réduits par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

6.2 Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi, et il peut être consulté par chaque actionnaire qui le désire.

6.3 Chaque Action, qu'elle soit une Action de Commandité ou une Action de Commanditaire, donne droit à son détenteur à une voix.

6.4 Les Actions pourront être cédées par une déclaration écrite de cession enregistrée dans le registre des actionnaires de la Société, une telle déclaration de cession devant être exécutée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant des procurations adéquates. La Société peut également accepter comme preuve de cession, d'autres preuves jugées satisfaisantes par la Société.

6.5 La Cession d'Actions peut être restreinte en vertu de tout contrat entre la Société et les actionnaires. Sans préjudice des dispositions d'un tel contrat entre la Société et les actionnaires, chaque Actionnaire Commanditaire consent à ne pas vendre, assigner, céder, nantir ou bien créer et accorder des sûretés sur une partie ou la totalité de ses Actions de Commanditaires, sans le consentement préalable de l'Actionnaire Commandité Gérant.

6.6 Envers la Société, les Actions sont indivisibles, et la Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par Action. Les copropriétaires indivis désigneront une seule personne qui les représentera auprès de la Société.

6.7 La Société peut racheter ses propres Actions (autres que les Actions de Commandité) dans les limites fixées par la Loi et les Statuts, par le rachat d'une ou plusieurs classes d'Actions dans leur intégralité (autres que les Actions de Commandité). En aucun cas, un actionnaire ne pourrait demander à la Société le rachat de ses Actions.

6.8 Tout rachat d'Actions par la Société sera effectué sur la base des bénéfices nets de la Société et des réserves disponibles, en ce compris tout compte de prime d'émission, mais excluant tout autre réserve prévue par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par l'Actionnaire Commandité Gérant endéans les limites fixées par les présents Statuts et par la Loi et en conformité avec tout contrat auquel la Société et ses actionnaires sont parties.

6.9 Lors de la détermination du prix de rachat pour chaque classe d'Actions de Commanditaires à racheter, l'Actionnaire Commandité Gérant peut librement allouer tous les bénéfices distribuables de la Société à telle classe d'Actions de Commanditaires qu'il jugerait la plus appropriée.

6.10 Les versements à effectuer sur les Actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que l'Actionnaire Commandité Gérant déterminera de temps en temps.

Art. 7. Responsabilité des Actionnaires.

7.1 L'Actionnaire Commandité Gérant est solidairement responsable pour les dettes de la Société dans la mesure où elles ne peuvent pas être couvertes par les actifs de la Société.

7.2 Les Actionnaires Commanditaires sont responsables à hauteur du montant du capital qu'ils ont engagé dans la Société en souscrivant les Actions de Commanditaires.

7.3 Les Actionnaires Commanditaires ne peuvent pas accomplir des actes de gestion vis-à-vis des tiers.

7.4 Les actes suivants ne sont pas considérés comme des actes de gestion pour lesquels les Actionnaires Commanditaires sont tenus pour solidairement responsables envers les tiers:

- i. l'exercice des droits de l'actionnaire;
- ii. les avis et conseils donnés à la Société, ses sociétés affiliées ou leurs gérants respectifs;
- iii. les actes de contrôle et de surveillance;
- iv. l'octroi de prêts, de garanties ou de titres ou de toute autre aide à la Société ou à ses sociétés affiliés; et
- v. les autorisations données à l'Actionnaire Commandité Gérant dans les cas prévus dans les Statuts pour les actes dépassant leurs pouvoirs.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Gestion de la Société.

8.1 La Société est administrée par Takara Investments Management S.à r.l. en sa capacité d'actionnaire commandité unique (l'Actionnaire Commandité Gérant).

8.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux Actionnaires ou au Conseil de Surveillance (défini ci-après) seront de la compétence de l'Actionnaire Commandité Gérant qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.3 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, Actionnaires ou non, par l'Actionnaire Commandité Gérant.

8.4 L'Actionnaire Commandité Gérant est autorisé à déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs fondés de pouvoir ou autres agents, Actionnaires ou non, agissant individuellement ou conjointement.

8.5 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Actionnaire Commandité Gérant ou par la signature individuelle ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été valablement délégué et dans les limites de ce pouvoir.

8.6 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou personne ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Actionnaire Commandité Gérant ou autres fondés de pouvoir de la Société a un intérêt dans la transaction, ou est un directeur, Actionnaire, agent ou employé de cette autre société ou personne.

8.7 L'Actionnaire Commandité Gérant ne peut être révoqué de ses fonctions excepté par l'adoption d'une résolution par l'assemblée générale des actionnaires, prise à l'unanimité par tous les actionnaires de la Société (en ce compris l'Actionnaire Commandité Gérant).

8.8 Si, suite à la révocation de l'Actionnaire Commandité Gérant de ses fonctions, il n'y a pas d'autre Actionnaire Commandité Gérant, alors l'Actionnaire Commandité Gérant doit être immédiatement remplacé par un nouvel Actionnaire Commandité Gérant qui devra être un actionnaire commandité par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts. Une révocation de l'Actionnaire Commandité Gérant ne mettra pas un terme à la Société.

Art. 9. Responsabilité. Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, l'Actionnaire Commandité Gérant et les autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.4 et 8.5 des présents Statuts, seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont peuvent jouir ces personnes.

IV. Assemblées générales des actionnaires

Art. 10. Pouvoirs et Droits de vote.

10.1 L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'organe entier des actionnaires de la Société.

10.2 Les résolutions des actionnaires sont adoptées en assemblées générales conformément à la Loi et aux Statuts.

Art. 11. Convocation, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

11.1 Les assemblées générales des actionnaires de la Société sont convoquées par l'Actionnaire Commandité Gérant ou par le Conseil de Surveillance par une convocation fixant l'ordre du jour et envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée à chaque actionnaire à l'adresse mentionnée dans le registre des actionnaires.

11.2 Les assemblées des actionnaires de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

11.3 Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires de la Société et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

11.4 Un actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (qui n'a pas besoin d'être un actionnaire) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

11.5 Chaque actionnaire peut également participer à toute assemblée des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite assemblée.

11.6 Chaque actionnaire peut également voter grâce aux formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote contiennent la date et le lieu de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, le texte des résolutions proposées ainsi que pour chaque résolution proposée, trois cases permettant aux actionnaires de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter s'agissant de la résolution proposée. Les formulaires de vote doivent être envoyés par les actionnaires par courrier, télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique au siège social de la Société. La Société n'acceptera que les formulaires de vote reçus avant la date de l'assemblée précisée dans la convocation. Les formulaires de vote qui ne contiennent ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention seront nuls.

11.7 Sauf dispositions contraires prévues par la Loi ou les Statuts, lors d'une assemblée des actionnaires de la Société dûment convoquée, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées avec le vote favorable de l'Actionnaire Commandité Gérant et votants, sans tenir compte du nombre d'actionnaires présents ou représentés, et de la proportion du capital social représenté à cette assemblée.

11.8 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée dans les formes statutaires et de la Loi. La seconde assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées et le vote favorable de l'Actionnaire Commandité Gérant.

V. Supervision - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 12. Conseil de Surveillance.

12.1 La surveillance de la Société, en ce compris la surveillance de ses livres et comptes, sera confiée à un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres (le Conseil de Surveillance) qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. Les membres du Conseil de Surveillance seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Ils seront élus pour une durée maximale de six ans et seront rééligibles.

12.2 Le Conseil de Surveillance doit nommer un président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire.

12.3 Le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que prévus par la Loi.

12.4 Le Conseil de Surveillance sera consulté par l'Actionnaire Commandité Gérant sur toutes les questions que l'Actionnaire Commandité Gérant déterminera, et il pourra autoriser toutes les initiatives de l'Actionnaire Commandité Gérant qui, selon la Loi ou les présents Statuts, dépassent les pouvoirs de l'Actionnaire Commandité Gérant.

12.5 Le Conseil de Surveillance est convoqué par l'Actionnaire Commandité Gérant ou par l'un de ses membres.

12.6 Une convocation écrite à toute réunion du Conseil de Surveillance sera donnée à tous ses membres au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date fixée de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite réunion du Conseil de Surveillance.

12.7 Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil de Surveillance.

de la Société soit en original, soit par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex. D'autres convocations écrites ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un lieu prévus dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du Conseil de Surveillance.

12.8 Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à toute réunion du Conseil de Surveillance en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre membre comme son mandataire.

12.9 Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des voix exprimées. Si à une réunion, il y a égalité du nombre de voix pour et contre une résolution, le vote du président sera prépondérant. Les résolutions du Conseil de Surveillance seront consignées en procès-verbaux, signés par tous les membres présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (le cas échéant).

12.10 Tout membre peut participer à une réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite réunion.

12.11 Des résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être envoyées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

12.12 Les membres du Conseil de Surveillance ne contractent à raison de leur fonction aucune responsabilité personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

12.13 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les membres du Conseil de Surveillance seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses qui leur incombent en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de membre du Conseil de Surveillance, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou dol, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ils peuvent jouir.

Art. 13. Exercice social et Assemblée générale annuelle.

13.1 L'exercice social de la Société commence le premier juillet et se termine le trente juin de l'année suivante.

13.2 Chaque année, à la fin de l'exercice, l'Actionnaire Commandité Gérant dresse le bilan et le compte de résultat de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication de l'actif et du passif de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, membres du Conseil de Surveillance et commissaires aux comptes de la Société.

13.3 L'Actionnaire Commandité Gérant fournira, un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, les pièces justificatives et un rapport sur les opérations de la Société au Conseil de Surveillance de la Société qui devra préparer un rapport exposant ses projets.

13.4 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, au Luxembourg, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que stipulé dans l'avis de convocation, le 15 décembre de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps en temps selon l'article 5 de ces Statuts.

14.2 Après affectation à la réserve légale et sous réserve de toute disposition légale obligatoire, le reste des bénéfices doit, sous réserve de l'approbation de l'Actionnaire Commandité Gérant, être distribué et payé comme suit:

(i) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe A, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe A pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série A (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe A) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe A), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe A (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuible de Classe A); les 30 % restant du Montant Distribuible de Classe A seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(ii) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe B, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe B pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices

de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série B (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe B) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe B), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe B (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe B); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe B seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(iii) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe C, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe C pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série C (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe C) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe C), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe C (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe C); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe C seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(iv) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe D, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe D pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série D (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe D) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe D), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe D (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe D); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe D seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(v) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe E, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe E pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série E (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe E) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe E), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe E (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe E); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe E seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(vi) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe F, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe F pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série F (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe F) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe F), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe F (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe F); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe F seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(vii) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe G, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe G pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série G (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe G) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe G), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe G (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe G); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe G seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(viii) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe H, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe H pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série H (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe H) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe H), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe H (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe H); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe H seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(ix) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe I, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe I pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série I (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe I) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe I), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe I (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe I); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe I seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(x) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe J, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe J pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série J (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe J) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe J), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe J (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe J); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe J seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(xi) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe K, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe K pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série K (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe K) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe K), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe K (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe K); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe K seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(xii) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe L, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe L pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série L (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe L) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe L), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe L (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe L); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe L seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(xiii) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe M, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe M pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série M (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe M) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe M), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe M (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe M); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe M seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(xiv) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe N, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe N pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série N (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe N) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe N), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe N (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après désignés comme le Montant Distribuable de Classe N); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe N seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

(xv) les détenteurs d'Actions Traçantes de Classe O, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur d'Actions Traçantes de Classe O pour ces actions, auront droit à 70% de (i) tous les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) issus de l'investissement par la Société dans le Projet de Série O (tel que défini dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe O) (le Revenu Net de l'Investissement de Classe O), moins (ii) tous les coûts liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe O (les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Actionnaire Commandité Gérant et seront ci-après

désignés comme le Montant Distribuable de Classe O); les 30 % restant du Montant Distribuable de Classe O seront distribués à l'Actionnaire Commandité Gérant;

14.3 Tout autres distributions ou paiements faits par la Société de temps à autre (en ce compris, sans limitation, lors de rachat d'Actions de la Société) devront être faits ou payés en conformité avec les règles de distributions figurant à l'article 14.2.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommés par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des actionnaires de la Société, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

15.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué conformément aux règles de distribution décrites à l'article 14.2.

VI. Disposition générale

16.1 Il est fait référence aux dispositions de la Loi pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 30 juin 2016.

Souscription et paiement

Sur ces faits,

i. Takara Investments Management S.à r.l., prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (3.099.900) Actions de Commandité sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, et les libérer complètement par un apport en espèces s'élevant à un trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Euros (EUR 30.999).

ii. Geckoes, prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cent (100) Actions Ordinaires sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, et les libérer par un apport en espèces s'élevant à un Euro (EUR 1).

Le montant de trente et un mille Euros (EUR 31.000) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ mille trois cent cinquante Euros (EUR 1.350-).

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées membres du Conseil de Surveillance de la Société pour une durée de six (6) ans:

- DATA GRAPHIC S.A., société anonyme, ayant son siège social au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 42 166

- Monsieur Jean-Luc CLAUSE, employé privé, né le 2 décembre 1960 à Dudelange, avec adresse professionnelle au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg; et

- Madame Christine CARO, employée privée, née le 18 février 1968 à Verviers (Belgique), avec adresse professionnelle au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Signé: A. NOULLET, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10878. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

Référence de publication: 2015053998/1094.

(150061059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Trendeco, Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 195.954.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois d'avril.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch.

A comparu:

La société privée à responsabilité limitée de droit belge «TRENDECO», avec siège social à B-5530 Yvoir, 14, rue de la Gayolle, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises, sous le numéro 0808.405.819, représentée par ses deux gérants, à savoir Monsieur Jean-François DAUBY, né à Ath (B), le 9 juin 1978, domicilié à B-1470 Genappe, 10, rue du Pavillon, et Monsieur Zanis CERUS, né à Alūksne (Lettonie), le 10 juin 1972, domicilié à B-5530 Yvoir, 14, rue de la Gayolle.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme (ci-après «la Société»), sous la dénomination de «TRENDECO».

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Pétange.

Par simple décision du Conseil d'Administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré en dehors de la commune du siège et dans toute autre localité du Grand-Duché, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 4. Objet social. La société a pour objet:

L'assemblage, la pose, l'entretien, la réparation, l'intermédiation commerciale et le commerce d'éléments préfabriqués, et notamment mais pas exclusivement portes, fenêtres, stores, protections solaires, et vérandas.

Le conseil dans le domaine de l'isolation thermique et d'étanchéité.

La société a également pour objet l'acquisition, la vente, la location, l'exploitation, la mise en valeur d'immeubles et le développement de projets immobiliers, destinés ou appartenant à son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra, en tout endroit de l'Union Européenne et partout ailleurs dans le monde entier, prendre des participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut également acquérir, détenir, exploiter et mettre en valeur toutes marques de fabrique ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter et en général acquérir, détenir, exploiter et mettre en valeur tout type de propriété intellectuelle.

La société peut participer à la constitution, au développement, à la gestion, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés.

Elle pourra s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés existantes ou à créer, ayant un objet identique, analogue ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou qui seraient utiles à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toute assistance financière, prêts, avances ou garanties, comme elle peut, même par émission d'obligations, s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

De façon générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, ou financières, mobilières ou immobilières, et prêter tous services tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations tendant à favoriser la réalisation, l'extension et le développement de son objet social.

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,-), représenté par cent (100) actions, chacune avec une valeur nominale de trois cent dix Euros (EUR 310,-).

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Les actions ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-actionnaires que moyennant respect des conditions énumérées ci-après.

En cas de cession à un non-actionnaire, les actionnaires restants ont un droit de préemption au prorata du nombre d'actions, représentatives du capital social, dont ils sont déjà propriétaires. La renonciation d'un ou de plusieurs actionnaires à l'exercice de ce droit de préemption accroît le droit de préemption des autres actionnaires proportionnellement au nombre d'actions, représentatives du capital social, dont ils sont déjà propriétaires.

L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée en indiquant le nombre et les numéros d'actions dont la cession est demandée, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés, le prix unitaire proposé et tous les autres termes et conditions de paiement.

Dans les 8 (huit) jours de la réception de cette lettre, le conseil d'administration transmet la demande aux autres actionnaires par lettre recommandée.

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour le rachat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires dans le capital de la société. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée endéans les 30 (trente) jours de la réception de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire de 30 (trente) jours commençant à courir à partir de la réception de l'avis du conseil d'administration aux actionnaires restants, les informant de la renonciation d'un ou de plusieurs actionnaires d'exercer leur droit de préemption.

En cas de décès d'un actionnaire, les actionnaires restants ont le droit d'exercer leur droit de préemption et pourront acquérir les actions à un prix de rachat déterminé de commun accord entre le(s) héritier(s)/ayant(s) droits, et le ou les actionnaire(s) cessionnaire(s), et à défaut, par un expert-comptable agréé désigné de commun accord par le(s) héritier(s)/ayant(s) droit(s) et le ou les actionnaire(s) cessionnaire(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la Société à la requête de la partie la plus diligente. L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. Il aura accès à tous les livres et autres documents de la Société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Si les actions proposées ne sont pas acquises, en tout en ou partie, par les autres actionnaires en vertu de leur droit de préemption, ces actions pourront être cédées à la tierce personne indiquée dans l'avis de cession.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois d'août à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, appelé «administrateur unique», jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. La voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'administrateur unique, par la seule signature de son administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature individuelle

d'un administrateur-délégué pour ce qui concerne la gestion journalière, par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'une personne déléguée par le conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} avril de chaque année et se terminera le 31 mars de l'année suivante.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé au moins cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au paiement d'acomptes sur dividendes en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives

Dispositions transitoires

- (1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 mars 2016.
- (2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, TRENDECO, pré-qualifiée, déclare souscrire toutes les cent (100) actions de la Société.

Les actions ont été libérées, chacune à concurrence d'un quart (1/4), par la comparante prénommée, par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante Euros (EUR 7.750,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, la comparante pré-qualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. Ont été appelé aux fonctions d'administrateurs de la société:
 - Monsieur Jean-François DAUBY, entrepreneur, né le 9 juin 1978 à Ath (B), demeurant à B-1470 Genappe, 10, rue du Pavillon.
 - Monsieur Zanis CERUS, entrepreneur, né le 10 juin 1972 à Alūksne (Lettonie), demeurant à B-5530 Yvoir, 14, rue de la Gayolle.
 - Monsieur Paul SCHIPPERS, entrepreneur, né le 7 décembre 1957 à Malines (B), demeurant à B-1380 Lasne, 12, rue d'Aquinot.
3. Ont été appelé aux fonctions d'administrateurs-délégués de la société, chacun avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle:

- Monsieur Jean-François DAUBY, entrepreneur, né le 9 juin 1978 à Ath (B), demeurant à B-1470 Genappe, 10, rue du Pavillon.

- Monsieur Zanis CERUS, entrepreneur, né le 10 juin 1972 à Alūksne (Lettonie), demeurant à B-5530 Yvoir, 14, rue de la Gayolle.

4. La durée des mandats des administrateurs et des administrateurs délégués prendront fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

5. A été appelé à la fonction de commissaire aux comptes:

- «FN SERVICES S.à r.l.», société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social à L-9991 Weiswampach, Gruuss- Strooss 61, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 92.183.

6. La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

7. L'adresse de la Société est fixée à L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.

Dont acte, fait et passé à Weiswampach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux mandataires de la comparante, connu du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.-F. DAUBY, Z. CERUS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 02 avril 2015. Relation: DAC/2015/5651. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 08 avril 2015.

Référence de publication: 2015054026/237.

(150061247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Global Trading Agency S.E.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-6415 Echternach, 7, rue Breilekes.

R.C.S. Luxembourg B 195.973.

— STATUTS

Entre les soussignés

1. Monsieur DIALLO Ousmane, GERANT, Commercial, demeurant au 7, rue Breilekes, L-6415 Echternach.

2. Monsieur KANDJI Abdoulaye, Commercial, demeurant au 2D, rue du Tombois, F-57000 Metz.

Il a été constitué en date du 14 janvier 2015 une société en commandite simple dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé entre les constituants et tous ceux qui pourraient devenir associés par la suite, une société en commandite simple.

Art. 2. La dénomination de la société est GLOBAL TRADING AGENCY, S.e.c.s.

Art. 3. La société a pour objet activités et services commerciaux, import export en gros de produits, et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social de la société est établi au 7 rue Breilekes L-6415 Echternach Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La société a été constituée pour une durée indéterminée. Elle ne sera pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 6. Le capital social est fixé à 4000 Euros (quatre milles euros) représenté par une part sociale de commandité et une part sociale de commanditaire, 2000 Euros (deux milles euros) chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur DIALLO Ousmane, pré qualifié, Gérant, associé commandité, une part 2000 Euros

2) Monsieur KANDJI Abdoulaye, pré qualifié, associé commanditaire, une part 2000 Euro

Le capital social a été entièrement libéré et se trouve à la disposition de la société.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés représentant l'intégralité du capital social.

Elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés survivants.

En cas de cession de parts d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption au prorata des parts en leur possession.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 8. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont les pouvoirs sont fixés par l'assemblée des associés qui procède à leur nomination.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 9. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions collectives à prendre en assemblée générale.

Dans tous les cas où la loi ou les présents statuts ne prévoient une majorité plus grande, toutes les décisions, y compris celles concernant la nomination, la révocation ou le remplacement d'un gérant, sont prises à la majorité simple.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 10. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence à la date de la constitution et finit le trente-et-un décembre 2015.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera dressé par la gérance un inventaire ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

Le bénéfice net, déduction faite de tous les frais généraux et des amortissements, est à la disposition de l'assemblée générale des associés qui décidera de l'affectation du bénéfice net de la société.

Disposition Générale Evaluation des Frais

Art. 13. Le montant des frais, dépenses, ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 7640 Euros/an (Sept mille six cent quarante Euros), sans la rémunération salariale.

Signatures des associés, précédées de la mention «lu et approuvé».

Luxembourg, le 25.02.2015.

Mr. DIALLO Ousmane / Mr. KANDJI Abdoulaye
Associé commandité / Associé commanditaire

Référence de publication: 2015053651/61.

(150061381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Azur International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 117.479.

Les comptes annuels au 30 Juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015053440/10.

(150061882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

AV-Holding S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015053434/10.

(150061579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

JRS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 149.836.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 8 avril 2015

L'assemblée générale ordinaire a décidé de

- renouveler les mandats d'administrateurs de Messieurs Bengt Mellberg, Magnus Larsson, Lars Carlbom et Olivier Scholtes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose des personnes suivantes:

* Monsieur Bengt Mellberg avec adresse professionnelle à S-103 90 Stockholm, Birger Jarlsgatan 14, président du conseil d'administration

* Monsieur Magnus Larsson avec adresse professionnelle à S-103 90 Stockholm, Birger Jarlsgatan 14

* Monsieur Lars Carlbom avec adresse professionnelle à S-103 90 Stockholm, Birger Jarlsgatan 14

* Monsieur Olivier Scholtes avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4 rue Peternelchen

- renouveler le mandat de réviseur indépendant d'entreprises de PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg. Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015053726/21.

(150061594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

Gramimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.973.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 24 mars 2015

En date du 24 mars 2015, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- constate la démission de Madame Anne-Catherine GRAVE de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 2 avril 2015;

- nomme Madame Véronique NAHOE, née le 7 juillet 1973 à Rocourt, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 2 avril 2015 et ce pour une durée déterminée expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle appelée à délibérer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2015;

- de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle appelée à délibérer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2015:

* Monsieur Jean-Marc UEBERECKEN, administrateur

* Monsieur Olivier HAMOU, administrateur

* Madame Catherine KOCH, administrateur

* Deloitte Audit, réviseur d'entreprises agréé

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jean-Marc UEBERECKEN

- Madame Catherine KOCH

- Monsieur Olivier HAMOU

- Madame Véronique NAHOE

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2015.

GRAMIMMO S.A.

Signature

Référence de publication: 2015054308/30.

(150062415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.